

**DEPARTEMENT DES FINANCES
ET DE LA SANTÉ**LE CONSEILLER D'ÉTAT
CHEF DU DÉPARTEMENT

Réforme de la fiscalité des personnes morales et des personnes physiques

Questionnaire pour la consultation

Nous vous remercions de retourner le formulaire d'ici au 17 septembre 2018 à l'adresse email suivante :

secretariat.dfs@ne.ch

1. Remarques générales

Avez-vous des remarques générales sur l'analyse, les constats, les objectifs et les mesures qui sous-tendent les deux réformes proposées ?

Réponse :

Les Verts insistent sur la nécessité d'éviter une concurrence fiscale entre les cantons, si bien qu'au niveau fédéral, ils s'opposent au Projet fiscal 17. Ce sont en effet, au final, les collectivités publiques et les personnes physiques qui risquent de devoir financer les baisses d'imposition des entreprises.

Dans l'application de cette réforme, l'écart entre les riches et les pauvres ne doit pas encore se creuser. Le Conseil d'Etat ayant clairement manifesté dans la presse son intention d'atteindre un équilibre d'ici quelques années, les Verts craignent que les citoyens les plus défavorisés ne pâtissent indirectement de ces réformes. Par ailleurs, la révision fédérale à venir aura un impact sur la péréquation intercantonale, ce qui coûtera au canton de Neuchâtel 300 francs de plus par habitant, soit un montant de 56 millions, qui n'est malheureusement pas mentionné dans ce rapport (chiffres figurant dans le message du CF de mars 2018).

Les Verts prônent une suppression des effets néfastes des statuts spéciaux, qui se caractérisent par une absence de transparence dans les attributions. Une harmonisation est nécessaire et, en ce sens, les Verts saluent la position du Conseil d'Etat de se mettre en accord avec les exigences de l'OCDE et l'UE. Ils saluent aussi la stratégie du Conseil d'Etat de privilégier le modèle genevois, avec un taux certes bas mais transparent, et la limitation des outils de déduction.

Les Verts contestent l'absence de transparence dans la gouvernance des allègements fiscaux. Le secret qui règne autour n'est pas admissible. Les Verts souhaitent l'inscription dans la loi de l'obligation de publication des allègements fiscaux des entreprises, le secret restant garanti concernant les montants imposés.

Enfin, les Verts ne peuvent accepter la position contradictoire du Conseil d'Etat, qui

annonce vouloir rendre le canton plus attractif, alors qu'il ne met en place aucune mesure pour gérer la croissance de l'activité économique de manière durable dans le canton, en particulier en termes de mobilité. C'est pourquoi les Verts comptent proposer à l'avenir plusieurs mesures sur cette thématique.

2. Mesures concernant les personnes morales

2.1. Suppression des statuts et baisse du taux d'imposition ordinaire

La suppression des statuts et la baisse du taux d'imposition ordinaire sont deux mesures dictées par la suppression, dans la Loi fédérale d'harmonisation des impôts directs (LHID), des régimes fiscaux cantonaux qui ne sont plus acceptés sur le plan international. Il s'agit des statuts mixte, auxiliaire, de domicile et holding.

Afin de palier à la suppression des statuts tout en continuant d'offrir des conditions compatibles avec les conditions de la compétition internationale, le Conseil d'État prévoit un abaissement du taux d'imposition ordinaire, impôt cantonal et communal, de 10% à 7%, ce qui équivaut à un taux net aux trois niveaux institutionnels (commune, canton et confédération) de 13,4% (à comparer aux 15,6% actuels).

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

Les Verts refusent de jouer la sous-enchère fiscale. Il serait seulement souhaitable de nous aligner sur les cantons voisins. Le taux d'imposition du canton de Neuchâtel ne doit pas être inférieur à celui des cantons voisins, soit 13,79% pour Vaud et probablement 13,72% pour Fribourg.

2.2 Introduction de la Patent box

L'introduction de la Patent box est obligatoire pour les cantons, qui peuvent en limiter l'ampleur. Vu la complexité de cet outil et vu l'abaissement envisagé du taux d'imposition, le Conseil d'État préconise une application restrictive de cette disposition en limitant son effet sur la réduction des bénéfiques à 20%.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

2.3 Déductions supplémentaires en matière de recherche et développement (R&D)

L'introduction de déductions supplémentaires en matière de R&D n'est pas obligatoire, mais pour le canton de Neuchâtel, leader en matière d'innovation, elle est une évidence pour soutenir ces activités. Il est prévu par le droit fédéral que les frais de R&D réalisés en Suisse soient majorés de 50%. Cela signifie que ces coûts sont multipliés par un coefficient de

150%. Il est prévu que, dans notre canton, la réduction des bénéfices liée à cette prise en considération majorée ne soit pas supérieure à 40%.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

Les Verts sont défavorables à cette mesure, sauf si des critères clairs et des contrôles efficaces sont introduits.

2.4 Déclaration de réserves latentes

La déclaration de réserves latentes prévue dans le cadre du projet fédéral sera reprise dans le projet cantonal. Au vu de la faible différence entre les taux appliqués pour les sociétés bénéficiant de statuts et le nouveau taux ordinaire prévu, il est probable que peu d'acteurs aient recours à cette mesure. En effet, l'imposition de réserves latentes au taux appliqué aux statuts, actuellement entre 4% et 6%, va engendrer un impôt immédiat qui se situera à un niveau très proche du taux ordinaire prévu dans cette réforme (7%). Par conséquent, il est fort probable que les sociétés ne réévalueront pas leurs actifs puisque l'économie d'impôt sera faible. Les amortissements effectués sur les montants réévalués réduiront la charge fiscale lorsque le taux sera à 7% alors que ces mêmes montants auront été imposés à des taux entre 4% et 6%.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

(pas d'avis)

2.5 Réduction facultative de l'impôt sur le capital

Le canton de Neuchâtel est très compétitif au niveau du taux d'imposition sur les holdings, avec des conséquences tangibles depuis 2011. Afin de palier la suppression de ce statut, l'introduction d'une réduction facultative de l'impôt sur le capital (application du taux holding actuel) en proportion du montant des participations détenues est nécessaire. Elle permettra de maintenir l'attractivité du canton pour les sociétés mères (anciennement holding). Nous rappelons que généralement il s'agit des centres décisionnels dont dépendent d'autres activités.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :
(pas d'avis)

2.6 Limitation de la réduction fiscale

Le projet fédéral prévoit la faculté pour les cantons de limiter de façon générale l'effet des réductions de l'imposition obtenue par l'addition de tous les instruments particuliers. Afin de limiter les risques de l'application des différents outils prévus dans le projet, le Conseil d'État estime raisonnable de limiter la réduction fiscale maximale des bénéficiaires à 40%.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

2.7 Augmentation de l'imposition des dividendes

Le projet fiscal fédéral prévoit une imposition des dividendes à hauteur de 70 % au plan fédéral et une harmonisation partielle au niveau des cantons en fixant une imposition minimale de 50% de ce type de revenu. Le Conseil d'État préconise de retenir une imposition des dividendes identique à ses cantons voisins afin d'éviter que les actionnaires de sociétés neuchâteloises ne se domicilient dans d'autres cantons. Un taux de 70%, comme déjà pratiqué par le canton de Vaud et comme vraisemblablement retenu pour nos autres voisins, est ainsi proposé pour notre canton. Ce taux permet aussi de s'aligner sur le taux retenu pour l'IFD, option retenue pour d'autres éléments de la fiscalité neuchâteloise et qui améliore la lisibilité du régime fiscal cantonal.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :
Pour les Verts, les dividendes doivent être fiscalisés à hauteur de 100%.

3. Mesures concernant les personnes physiques

3.1 Adaptation du barème des personnes physiques

3.1.1 Augmentation du seuil d'imposition de 5'000 à 7'500 francs

Le Conseil d'Etat prévoit d'augmenter à 7'500 francs le niveau de revenu imposable à partir duquel un impôt est perçu. Ce montant assure une meilleure coordination avec les mesures de politique sociale et accroît les incitations à la prise d'activités lucratives. Il allège la charge

de tous les contribuables, évidemment de façon plus marquée pour les revenus les plus modestes et couvre plus qu'une prime d'assurance-maladie adulte.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

Les Verts seraient même favorables à l'augmentation de ce seuil à 10'000 francs – une mesure qui allègerait les frais de perception. Selon les dernières statistiques (2012), qui utilisaient encore le quantile <10'000, les sommes en jeu ne sont peut-être pas si importantes. Voir ci-dessous :

3.6 Impôt sur le revenu par classe de revenu imposable

En 2012, la comparaison entre le nombre de contribuables et leurs participations respectives au total de l'impôt sur le revenu selon les classes de revenu imposable s'établit comme suit :

Classe de revenu imposable	Nombre de contribuables	Revenu imposable en CHF	Impôt sur le revenu, en CHF	Contribuables en %	Impôts en %
0	13 425	0	0	12.4%	0.0%
1 - 4 000	4 535	9 040 700	225 726	4.2%	0.0%
4 001 - 10 000	5 077	35 176 800	968 313	4.7%	0.1%
10 001 - 20 000	8 906	137 663 200	5 053 005	8.2%	0.8%

3.1.2 Abaissement du barème (aplatissement plus marqué de la courbe en son centre)

Les catégories de revenus jusqu'à 100'000 francs sont celles pour lesquelles l'écart avec les cantons voisins est le plus marqué et celles dont la mobilité vers les cantons voisins est la plus importante. L'abaissement du barème dans cette catégorie vise aussi la nouvelle génération qui, en fin d'études, choisit ou non d'élire domicile dans notre canton.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : Les Verts refusent cette mesure tant qu'elle n'est pas compensée par une autre mesure fiscale, par exemple remonter le plafonnement des hauts revenus.

3.1.3. Abaissement au niveau du barème du taux maximum de 14 à 13,5%

L'abaissement du taux maximum correspond à une mesure de la réforme interrompue en 2016 et répond à la mobilité importante des contribuables aux revenus élevés.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : Les Verts sont plutôt favorables à un abaissement du coefficient cantonal qui ne touche pas les communes et qui ne serait adopté que si les finances le permettent.

3.3 Modification du taux de splitting de 55% à 52%

Cette mesure permet, sans coûts excessifs, de réduire la charge fiscale des couples mariés et des familles monoparentales. Le gouvernement estime que cette mesure constitue un complément aux mesures prises avec la réforme précédente en faveur de la famille. Elle touche des ménages où se cumulent les revenus (attractivité pour des revenus confortables), d'une part, et ceux pour lesquels la charge d'enfants ne repose que sur un seul revenu (allègement en lien avec le poids élevé des charges).

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

3.3 Abaissement du taux d'imposition de la valeur locative par la réduction de 4,5% à 3,6% du taux applicable à la première tranche de 500'000 francs.

Cette mesure devrait inciter les contribuables à devenir propriétaires et ainsi fixer de manière durable leur domicile dans notre canton. Elle permet aussi d'alléger significativement la charge des ménages à faible revenus propriétaires de leur logement (ce qui est le cas de nombre de rentiers ne bénéficiant pas encore d'une rente LPP complète).

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

Pour autant que la mesure décrite au point 4.3 du présent questionnaire (*Modification de la déduction pour frais d'entretien des immeubles*) soit appliquée.

4. Mesures financières compensatoires

4.1 Introduction d'un impôt foncier pour les personnes physiques

Actuellement, l'impôt foncier n'est prélevé qu'auprès des personnes morales et institutions de prévoyance qui détiennent des immeubles de placement. La loi précise la forme juridique des personnes morales concernées : société anonyme, société en commandite par action, société coopérative, société à responsabilité limitée, association. Vu cette énumération, les fondations et autres personnes morales, ne sont pas soumises à l'impôt foncier. Au niveau de l'imposition du bénéfice et du capital, les fonds de placement collectifs possédant des immeubles en propriété directe sont assimilés aux autres personnes morales et ne sont, à ce jour, pas imposés non plus. Il est prévu de les soumettre à l'impôt foncier sans égard à la forme juridique (fonds de placement contractuels, société en commandite de placements

collectifs, SICAV). Par ailleurs, en introduisant un impôt foncier pour les personnes physiques, le législateur introduira une cohérence dans le prélèvement de cet impôt sur les immeubles de placement (situation identique à celle des personnes morales, et donc imposition identique). La mesure exclut naturellement la détention de son propre logement, qui n'est pas considéré comme immeuble de rendement/placement.

Cette mesure permet également d'imposer les propriétaires d'immeubles domiciliés hors canton.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

4.2 Adaptation de la prise en considération des frais de déplacement

Dans l'optique de favoriser la résidence dans le canton également pour les pendulaires actifs hors de nos frontières, le gouvernement ne souhaite pas introduire de plafonnement des frais de déplacements déductibles sur le mode retenu par la Confédération et des cantons-centres. Il considère néanmoins que la dégressivité de ces frais peut être revue, comme cela a été envisagé récemment à la demande du Grand Conseil pour l'indemnisation des frais de déplacements des titulaires de la fonction publique.

À l'heure actuelle, les contribuables peuvent déduire l'intégralité de leurs frais de déplacements en automobile à hauteur de 70 centimes par kilomètre pour les 10'000 premiers kilomètres ; la déduction kilométrique est ensuite de 50 centimes pour les 5'000 kilomètres suivants, puis de 35 centimes pour le surplus. En appliquant des déductions kilométriques réduites à respectivement 60 centimes, 40 centimes et 30 centimes, le canton et les communes limiteront le coût fiscal de ces déductions de l'ordre de 6 millions de francs.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

4.3 Modification de la déduction pour frais d'entretien des immeubles

Le principe de la déduction des frais d'entretien d'immeubles est prévu par le droit fédéral et participe également à des incitatifs en faveur d'une amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Il n'est donc pas question de le remettre en cause.

La pratique concrète a toutefois donné lieu à des questions et des remarques fréquentes au cours des dernières années et il est prévu de revoir la directive pour frais d'entretien en limitant quelque peu la déduction pour les travaux de rénovation, comme par exemple la rénovation d'une cuisine ou d'une salle-de-bains, éléments ayant suscité les plus nombreuses interrogations. Actuellement, la déductibilité de tels travaux est en effet assez généreuse et offre une marge de manœuvre pour contribuer à l'équilibre global du projet. Cette mesure contribuera modestement à l'équilibre recherché pour cette réforme fiscale.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

4.4 Contrat-formation

Il est proposé de prélever auprès de tous les employeurs un montant calculé selon un taux fixe de 0,58% de la masse salariale et de rétrocéder une somme moyenne de 5'000 francs par contrat d'apprentissage et par an. En tenant compte de ce montant rétrocédé, le prélèvement net (part destinée au financement de la formation professionnelle à plein temps) s'élève à 0,29% et est appelé à se réduire au gré des progrès réalisés dans la dualisation de la formation. Avec un prélèvement brut de 0,58%, l'addition de celui-ci et des prélèvements découlant de l'alimentation actuelle du Fonds pour la Formation et le Perfectionnement Professionnels (FFPP - prélèvement de 0,086%), du fonds pour les structures d'accueil extrafamilial (0,18%) ainsi que celui prévu par la réforme fiscale fédérale au profit de l'AVS (0,15%), le prélèvement global sur la masse salariale restera inférieur à 1%. L'État ne conserverait pour le financement de la formation professionnelle à plein temps, au plus, que de 50% des montants prélevés et couvrirait ainsi environ 40% des surcoûts engendrés par la forte proportion de formations en école à plein temps. Cette part représente environ 19 millions de francs par an.

Le « contrat-formation » permettra des économies. Mais surtout, il permettra d'aller vers un type de formation qui augmente les chances de réussite sociale et professionnelle pour tous (réduction du temps pour trouver un emploi, du risque de chômage et du taux de reconversion au terme de la formation, satisfaction accrue).

Il y a lieu de souligner que cette mesure, qui contribue pour 15% environ au financement des pertes de recettes fiscales découlant de la réforme, contribuera également à une plus grande stabilité des revenus dès lors que la masse salariale varie moins que les revenus imposables, en particulier ceux provenant des entreprises.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire : -

4.5 Marges de manœuvre nouvelles dans le domaine de la fiscalité indirecte (domaine public et élimination des déchets notamment)

Comme annoncé dans le programme de législature, le projet de loi sur les routes et voies publiques (LRVP) validé par le Conseil d'État en juin 2018 offre aux communes une nouvelle marge de manœuvre pour l'usage accru du domaine public, en leur laissant la possibilité d'appliquer les mêmes principes que pour les réseaux électriques pour le passage des réseaux souterrains d'énergie (gaz, chauffage à distance,...) dans le domaine public communal. Le gouvernement examine en outre la possibilité d'offrir aux communes une plus grande souplesse s'agissant de la répartition des coûts de récolte et d'élimination des déchets entre l'impôt et les taxes, conformément aux nouvelles orientations préconisées au plan fédéral. Ces marges de manœuvre nouvelles sont estimées globalement à environ 7,5 millions de francs pour les communes.

Êtes-vous favorable à cette mesure?

Oui :

Non :

Commentaire :

Cette mesure risque d'être antisociale.